Citoyenneté et droits de l'homme

Pour une éducation à la citoyenneté qui soit une éducation aux droits de l'homme

Citizenship and human rights. Civic education as education in human rights

Ciudadanía y derechos humanos. Por una educación a la ciudadanía que sea una educación a los derechos humanos

Francine Best

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2603>

DOI : 10.4000/ries.2603

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1999

Pagination : 41-44

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Francine Best, « Citoyenneté et droits de l'homme », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 24 | 1999, mis en ligne le 27 novembre 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2603> ; DOI : 10.4000/ries.2603

Citoyenneté et droits de l'homme

Pour une éducation à la citoyenneté qui soit une éducation aux droits de l'homme

Francine Best

*Inspectrice générale honoraire de l'Education nationale,
ancienne directrice de l'INRP*

Le droit à l'éducation, titre du colloque qui nous rassemble, est parfaitement posé et défini dans l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le texte de cette Déclaration date de 1948 mais il n'a aucunement vieilli et doit encore servir de socle international, juridique et éthique à l'aube du XXI^e siècle. C'est ce qu'ont amplement démontré les huit grands colloques, présidés par Robert Badinter, qui ont commémoré, il y a peu de temps (fin 1998), la naissance et l'existence de cette Déclaration.

Répondant à la question posée par Christian Nique en introduisant ce colloque : « Devons-nous garder les mêmes valeurs et les redynamiser ou au contraire les changer ? », il nous faut affirmer la pérennité et l'universalité des droits-valeurs contenus dans la Déclaration de 1948. Mais il est nécessaire de les redynamiser et enfin de les diffuser et de les appliquer ; il est nécessaire de ne pas tricher avec « le droit à l'éducation » et de rappeler sans cesse le contenu de ce droit tel que le définit le paragraphe 2 de l'article 26 : « L'éducation doit viser [...] au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix. » Peut-on trouver de définition plus exhaustive des objectifs de toute éducation ? Pourquoi ne pas voir que les « contenus-valeurs » que Claude Durand-Prinborgne a si bien distingué des « contenus-savoirs », sont présents dans l'éducation aux droits de l'homme, légitimée et appelée par ce texte ?

Malgré cela l'éducation à la citoyenneté est très souvent, comme en France, traitée et considérée comme étroitement nationale, quand elle n'est pas présentée comme simple remède aux violences scolaires. Autrement dit, citoyenneté et droits de l'homme sont séparés, quasiment écartelés comme si les droits des citoyens n'étaient pas fondés sur les droits de l'homme ! C'est faire fi du titre même de la Déclaration française de 1789 (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) ; c'est faire fi de l'article 21 de la Déclaration universelle, déjà citée, qui pose la citoyenneté comme droit civil et politique de tout être humain : « Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques

de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis. Toute personne a droit à accéder dans des conditions d'égalité aux fonctions publiques de son pays. » Le fondement de la démocratie est énoncé ensuite : « La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ».

Nous le constatons : selon la Déclaration universelle, la citoyenneté et, partout, l'éducation à la citoyenneté sont de part en part fondées sur les droits de l'homme.

Il ne saurait y avoir une éducation civique valable internationalement sans référence à une « éducation à la paix, aux droits de l'homme, à la démocratie » selon les termes mêmes du « cadre intégré d'action pour l'éducation », adopté en 1997 par la Conférence générale de l'UNESCO. Dès lors, droit et philosophie de l'éducation convergent pour définir les contenus civiques d'une formation des êtres humains pour le *xxi^e* siècle.

Pourtant, les dérives ou les travers qui consistent à rapprocher la citoyenneté de la nationalité et à séparer, dans un même mouvement, éducation à la citoyenneté et éducation aux droits de l'homme persistent, perdurent, même au sein de l'UNESCO. C'est la raison pour laquelle il a été nécessaire de proposer un argumentaire pour démontrer qu'il n'y a pas de contradiction entre éducation civique et éducation aux droits de l'homme, que ces deux orientations sont englobées dans un même mouvement. Cela ne veut pas dire que l'éducation civique méconnaisse le rapport aux lois de l'État-nation dans lequel vivent les jeunes élèves ou les adultes en formation. Mais il est bon de rappeler qu'un État digne de ce nom est un État de droit qui a l'obligation de respecter, partout sur son territoire, les droits de l'homme et de rattacher sa propre législation au corpus que ces droits constituent.

Les programmes d'éducation civique pour les collèves, en France, sont fondés sur l'articulation entre citoyenneté et droits de l'homme. Alain Bergougnoux, au colloque de Bordeaux (octobre 1998) qui portait sur l'éducation aux droits de l'homme, a présenté les quatre axes de ce programme qui pourraient inspirer un curriculum d'éducation civique dans tout État démocratique :

- les rapports entre les individus et la société ; libertés individuelles et collectives, refus des discriminations liées au sexe, à une appartenance ethnique, religieuse, philosophique... ;

- les rapports entre citoyens et pouvoirs politiques : quels sont les enjeux de la démocratie, de l'organisation de l'État ? Comment un État de droit se rattache-t-il aux droits de l'homme ?

- les institutions et la démocratie ; les élections ;

- la responsabilité de l'individu et du citoyen dans la communauté internationale, les institutions internationales (Nations Unies, UNESCO, etc.), les institutions régionales (l'Europe, etc.).

Tous ces thèmes font appel à des contenus-savoirs et aussi bien à la réflexion sur les aspects politiques et institutionnels de la cité – ce qui relève

stricto sensu de la citoyenneté et du civisme – qu’au débat concernant les principes et les valeurs universels que constituent les droits de l’homme.

*
* *

Réflexion, débat, savoirs, avec ces trois thèmes nous abordons, pour conclure, la didactique de l’éducation à la citoyenneté. Nous l’avons dit, nous sommes dans le champ des contenus-valeurs. Or la transmission des valeurs ne va pas de soi. Elle n’est pas indifférente aux savoirs même s’il s’agit ici du savoir-être, du savoir-agir. En effet une action civique, politique, sans réflexion, s’appuyant sur des connaissances relationnelles ne saurait être promue par et dans une éducation digne de ce nom. Or la compréhension et la transmission des valeurs sont l’aboutissement, la résultante pourrait-on dire, de deux paramètres éducatifs : celui des savoirs, des connaissances d’une part, celui des pratiques démocratiques d’autre part.

Il est vain de donner des cours, des « leçons » d’éducation civique dans des établissements scolaires où il n’y aurait aucune pratique démocratique, où n’existeraient pas de délégués de classe dûment élus, où nul espace de discussion entre élèves, entre élèves et enseignants n’existerait¹.

Toutefois ces pratiques doivent, pour garder et faire sens, être référées aux connaissances et au véritable savoir-contenu dans quatre textes majeurs :

- la Déclaration universelle des droits de l’homme dont la portée ne faiblit pas et qui reste à appliquer effectivement dans le monde entier. Pourquoi, par exemple, ne pas utiliser ce texte comme support de l’alphabétisation des jeunes et des adultes ? Pourquoi ne pas le faire connaître à tout enseignant en formation ?

- la Convention internationale des droits de l’enfant, où le droit à l’éducation est défini exactement comme dans la Déclaration universelle, à ceci près qu’il s’agit ici d’une convention, donc d’un texte contraignant, obligeant les États qui l’ont ratifiée à mettre en œuvre une éducation aux droits de l’homme ;

- la Constitution de son propre pays... et pour de jeunes Français, son préambule qui comporte la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen de 1789 ;

- les conventions régionales, telles que la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales pour les Européens, le Pacte de San José pour les Américains du Sud comme du Nord, la Charte africaine des droits de l’homme et des peuples, etc.

¹ On trouvera maints exemples de ces pratiques dans *Tous les êtres humains.... Manuel pour l’éducation aux droits de l’homme*, Francine Best, Éd. UNESCO, 1998.

Bref, connaissance et étude de ces textes, pratiques démocratiques en classe et à l'école, réflexion sur les valeurs universelles forment les trois branches d'un triptyque, constituant la didactique d'une éducation à la citoyenneté fondée sur le respect des droits de tous les êtres humains.